

SIDA: L'ÉPIDÉMIE REVIENT EN FORCE

Le nombre des séropositifs est en hausse à Paris.

Est-on de nouveau à un moment clé de l'histoire de l'épidémie de sida en France? Voilà, en tout cas, des données particulièrement inquiétantes: pour la deuxième année consécutive, à Paris, les chiffres des Centres de dépistage anonyme et gratuit du sida (CDAG), montrent une augmentation importante du nombre des nouveaux séropositifs.

Hier, en cours d'après-midi, ces données ont été mises sur le site de l'Institut national de veille sanitaire (INVS). Aucune annonce particulière, juste un tableau soulignant une forte inversion dans une courbe. Et quelques remarques épidémiologiques lourdes de sens: «L'analyse des données 1998 et 1999 a montré une augmenta-

tion de la proportion des diagnostics positifs en Ile-de-France», écrit ainsi l'INVS.

Deux ans. «Il y a de quoi s'alarmer, notait, hier, un épidémiologiste de Marseille. Depuis quelque temps, on le disait, on répétait qu'il y avait des signes qui pouvaient indiquer une reprise de l'épidémie de sida en France. Mais,

c'étaient toujours des données indirectes. On avait assisté à la hausse de certaines maladies sexuellement transmissibles, depuis 1998. De plus, il y avait eu des sondages indiquant un relâchement dans les pratiques de safe sex. Là, pour la première fois, on a des indications précises de hausse de la séropositivité. Et, comme cette hausse est étalée sur deux ans, on

ne peut pas mettre en avant des biais méthodologiques».

Ce sont des données brutes. Chaque trimestre, les CDAG adressent à l'INVS un bilan d'activité mentionnant le nombre et la proportion de diagnostics VIH positifs, par sexe et par tranche d'âge. «Compte tenu des importants délais de transmission, les données 2000 sont encore incomplètes et ne peuvent pas être analysées au niveau national, précise l'Institut. En

revanche, pour Paris, la plupart des données 2000 étaient disponibles et ont pu être analysées.» Le résultat est sans appel, montrant une progression d'autant plus inquiétante qu'elle intervient après une décroissance

régulière de la proportion de diagnostics positifs depuis plusieurs années. Ainsi est-on passé de 9,2 diagnostics positifs pour mille en 1995, à 8,5 pour mille en 1996, 7,9 pour mille en 1997.

Deux sexes. Mais depuis, l'inversion de tendance est nette. «Des différences significatives, insiste l'INVS. Pour les années 1998 à 2000, l'analyse peut porter sur des données encore plus complètes. Les proportions de diagnostics positifs passent alors de 7,4 pour mille en 1998, à 8,5 pour mille en 1999 et à 9,3 pour mille en 2000.» Cette hausse concerne les deux sexes. «L'augmentation porte essentiellement sur les femmes de 20 à 49 ans et les hommes de 30 à 49 ans.» A titre d'exemple, entre 1998 et 2000, chez les femmes de 20 à 29 ans, la proportion de

diagnostics positifs est passée de 3,9 à 6,1 pour mille, soit une progression de plus de 40 %.

Pour l'INVS, il n'y a guère de doute que l'on est face à une tendance réelle. Mais qu'en dire de plus? C'est bien là que réside l'autre problème: la pauvreté inédite du recueil épidémiologique en France autour de la séropositivité. Alors que l'épidémie de VIH est arrivée dans l'Hexagone en 1981, le

système de la déclaration obligatoire et anonyme de la séropositivité – seule méthode permettant de suivre l'épidémie – est toujours en panne. En attente d'un ultime décret au Conseil d'Etat. «Dans quelques mois, ce recueil sera opérant», a-t-on expliqué récemment au ministère de la Santé. Certes... Mais aujourd'hui, il ne l'est pas. Et les experts de l'INVS ne sont

pas en mesure d'établir un profil plus précis des nouveaux contaminés. Les médecins responsables des CDAG de Paris évoquent, pour leur part, l'augmentation du nombre de diagnostics positifs chez les homosexuels et les personnes originaires d'Afrique subsaharienne. Mais ce n'est qu'une hypothèse.

Sérieux. «Avec la hausse inédite des cas de syphilis, le ministère a expliqué qu'il avait lancé de nouveaux programmes de prévention. On ne peut pas dire qu'ils sont efficaces», réagissait, hier, un militant associatif. Obnubilés par la mise en place d'une réponse à une menace biologique éventuelle, les autorités sanitaires vont-elles prendre au sérieux ces données bien réelles? ●

ERIC FAVEREAU